



**ARRETE PORTANT ABROGATION DE
L'ARRÊTE N°25-0134T DU 26/02/25 ET
PORTANT REGLEMENTATION
PROVISOIRE DE LA CIRCULATION DES
VEHICULES
AVENUE LUCIEN SAMPAIX
DU 10 MARS 2025 AU 11 MARS 2025
EN RAISON DE TRAVAUX**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
- Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,
- Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,
- Vu la demande en date du 05/03/2025 émise par COUNY ET BARRY TP demeurant 19 ROUTE NATIONALE 19800 EYREIN représentée par Monsieur BARRY aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,
- Vu l'arrêté n°25-0134T en date du 26/02/2025, portant réglementation de la circulation, du 17/03/2025 au 28/03/2025, 53bis AVENUE LUCIEN SAMPAIX (Tulle),
- Considérant que des travaux de démolition d'un mur mitoyen (53-53bis avenue L. Sampaix) rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 10/03/2025 au 11/03/2025 AVENUE LUCIEN SAMPAIX,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°25-0134T en date du 26/02/2025, portant réglementation de la circulation 53bis AVENUE LUCIEN SAMPAIX (Tulle), est abrogé.

ARTICLE 2 : À compter du 10 mars 2025 et jusqu'au 11 mars 2025, entre 8 h et 17 h 30, la circulation est alternée et régulée au moyen de panneaux B15 / C18 ou K10 (manuellement) ou AK17 / KR11 (feux tricolores) 53bis AVENUE LUCIEN SAMPAIX (Tulle).

Libre accès aux véhicules de secours et d'urgence.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, COUNY ET BARRY TP, sous contrôle du Service Sécurité Domaine Public de la ville de TULLE.

Des panneaux AK5 devront être mis en place afin de prévenir les usagers.

Le demandeur devra également mettre en place un balisage adéquat en conformité avec la réglementation édictée dans le manuel « chef de chantier ».

ARTICLE 4 : Ces dispositions seront applicables dès la signature du présent arrêté et la mise en place de la signalisation routière.

ARTICLE 5 : Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

ARTICLE 7 : Copie du présent arrêté est adressé à : COUNY ET BARRY TP - Services Techniques Municipaux - Hôtel de police - Presse - SMUR - SAMU - CENTRE DE SECOURS TULLE - Tulle agglo Service Transport - CFTA

ARTICLE 8 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 : Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

ARTICLE 10 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr> . Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Fait à Tulle, le 05/03/2025

 Le Maire de la ville de TULLE

Bernard COMBES

